

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE relative à la construction d'un pôle social sur la commune de ROMANS-sur-ISERE

Entre les soussignés :

Le Centre Communal d'Actions Sociales de la commune de Romans-sur-Isère, représentée par sa Vice-Présidente Madame Nathalie BROSSE, autorisée aux fins des présentes par délibération du conseil d'administration en date du

ci-après dénommée « Le CCAS »

d'une part,

Le Département de la Drôme, représenté par sa Présidente, Mme Marie-Pierre MOUTON, autorisée par la délibération de la Commission Permanente du

ci-après dénommé « le DEPARTEMENT »

d'autre part,

Vu le livre IV du code de la commande publique et particulièrement son article L2422-12.

L'article L2422-12 du code de la commande publique dispose que

« Lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrage relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

Cette disposition ouvre aux collectivités publiques intéressées par une même opération de travaux la possibilité de désigner, parmi elles, un maître d'ouvrage unique chargé d'exercer les attributions relevant de la maîtrise d'ouvrage.

Afin d'améliorer le service rendu à l'usager, le Département de la Drôme et le CCAS de la commune de Romans-sur-Isère ont décidé de regrouper sur un même site l'ensemble de leurs services sociaux : le Centre Médico-Social de La Pavigne, celui du quartier de La Monnaie et le CCAS de la ville.

En application de l'article L2422-12 du code de la commande publique, le DEPARTEMENT de la Drôme et Le CCAS conviennent que dans le cadre de la réalisation de cette opération, le Département de la Drôme se chargera de la maîtrise d'ouvrage effective de l'opération.

En conséquence de ce qui précède, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Cette opération concerne l'achat du terrain d'assise, la démolition des bâtiments existants et la construction d'un bâtiment commun aux deux entités ainsi que l'aménagement de ces abords.

Ce bâtiment comprendra des locaux réservés aux agents du CCAS, d'autres réservés aux agents départementaux mais aussi un accueil, des salles de réunions, des espaces de travail et d'autres espaces communs.

La clé de réparation est calculée de la manière suivante :

- chacun paie les surfaces occupées par ses services
Surface propre au CCAS = 233 m² SDP
Surface propre au CMS = 690 m² SDP
Total = 923 m²
- les surfaces communes du bâtiment, les espaces extérieurs et toutes les dépenses communes (foncier, démolition, désamiantage, études etc...) sont partagées au prorata des surfaces occupées en propre par chacun.

La clé de répartition des dépenses ainsi calculées est à ce stade de :

- 75% pour le Département de la Drôme
- 25% pour le CCAS de la commune de Romans-sur-Isère

Article 2 - FONCTIONNEMENT de la MAITRISE d'OUVRAGE

Le DEPARTEMENT réalise la totalité de l'opération dans les conditions établies ci-après.

- Pilotage des missions de programmation et de maîtrise d'œuvre externalisées pour la réalisation des phases conception et réalisation.
- Dépôt du permis de construire.
- Pilotage de la mission de Coordination Sécurité Protection Santé (C.S.P.S.), de Contrôle Technique (C.T.) et de la mission d'Ordonnancement, Pilotage Coordination (O.P.C.).
- Organisation des consultations et passation des marchés avec les prestataires extérieurs pour les études et les travaux.
- Suivi des marchés
- Relation avec les autres intervenants sur le site.
- Suivi du bon déroulement des procédures administratives liées au chantier (arrêté de circulation, D.T., etc...).
- Remise de l'ouvrage

Le DEPARTEMENT assurera ces missions sans en imputer les frais au CCAS.

Article 3 : SUIVI ET CONTROLE

- Les essais à effectuer sur les matériaux et fournitures et les contrôles de mise en œuvre feront l'objet d'un plan de contrôle extérieur de la qualité, proposé par le bureau de contrôle. Le DEPARTEMENT s'assurera de la bonne exécution de ce plan durant les travaux. Les résultats seront transmis au CCAS, à l'issue des travaux, via le Document des Ouvrages Exécutés (D.O.E.).
- Les comptes rendus des réunions de chantier, les résultats de tests, analyses,... seront envoyés par le DEPARTEMENT au CCAS.

Article 4 - ENGAGEMENTS FINANCIERS

Au stade « PROGRAMME » l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération s'élève à

4.829.850 HT avec une marge de +/- 15% valeur août 2019

⇒ 3.622.387,50 HT soit 75% du total HT pour la part du Département

⇒ 1.207.462,50 HT soit 25% du total HT pour la part du CCAS

Ces estimations intègrent le montant d'achat du foncier, la démolition des bâtiments existants, les travaux de constructions et d'aménagements des abords, les études de conception et de suivi des travaux, les autres études et contrôles obligatoires et tous les frais annexes.

Il est décidé que le CCAS de la Commune de Romans remboursera le Département d'un montant en euros Hors Taxe. Le Département se chargera de récupérer intégralement la TVA liée à l'opération de travaux d'un montant prévisionnel de 859 970 €. Si le taux du FCTVA s'avère moindre que le taux de TVA acquitté par le Département, le CCAS de la Commune de Romans s'acquittera du montant différentiel appliqué à sa part d'opération.

L'enveloppe financière globale et la répartition seront revues si nécessaire au stade APD des études et seront rendues définitives à la réception des travaux.

Dans l'hypothèse d'une cession du fond de parcelle inutilisé, l'enveloppe financière globale sera réduite du produit de la vente de la dite parcelle.

Article 5 – MODALITES DE FINANCEMENT

5.1) Echancier de financement

Les parties conviennent ce qui suit :

Le CCAS prévoit l'inscription au budget communal des crédits correspondant à sa part de financement suivant l'échancier joint en **ANNEXE 2**. Cet échancier sera réactualisé si besoin.

5.2) Principe de paiement par Le Département de la Drôme

Le DEPARTEMENT assurera dans les conditions légales et réglementaires tous les paiements aux maîtres d'oeuvre, entreprises et autres prestataires, et d'une façon générale, toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif du projet.

5.3) Remboursement des dépenses effectuées par le Département de la Drôme pour le compte du CCAS de Romans-sur-Isère

Le DEPARTEMENT établira chaque année, un récapitulatif des sommes mandatées pour le compte du CCAS certifié conforme par le comptable public

Les appels de fonds ainsi constitués par le DEPARTEMENT, Direction des Bâtiments, seront adressés au CCAS en fin de chaque année. Ils seront répartis au prorata défini dans la présente convention.

LE CCAS remboursera le DEPARTEMENT des versements effectués pour son compte au vu de cet état. En cas de désaccord entre le DEPARTEMENT et le CCAS sur le montant des sommes dues, le CCAS mandate les sommes qu'il a admis. Le complément est mandaté après règlement du désaccord.

En fin d'opération, à l'issue du délai de la Garantie de Parfait Achèvement, le DEPARTEMENT établira et remettra au CCAS le bilan général de l'opération certifié conforme pour le remboursement du solde des dépenses effectuées pour le compte du CCAS.

Article 6 - RÉCEPTION ET REMISE DES OUVRAGES

Une visite de chantier sera organisée en présence du DEPARTEMENT et du CCAS préalablement aux Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).

A l'issue de la réception, un procès-verbal de récolement et de remise des ouvrages sera signé par le représentant du DEPARTEMENT. Il décrira les ouvrages réalisés et remis ainsi que les résultats des essais effectués sur les matériaux et leurs conditions de mise en œuvre.

Le CCAS sera destinataire de ce procès-verbal de récolement et de remise des ouvrages.

La remise définitive des ouvrages au CCAS se fera à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement.

Article 7 – EXPLOITATION DU FUTUR BÂTIMENT

Une convention d'usage sera mise en place entre le DEPARTEMENT et le CCAS avant l'ouverture du site selon les principes suivants :

- Le DEPARTEMENT assure la gestion, l'entretien, l'exploitation et la maintenance du bâtiment. A ce' titre, il a en charge l'entretien quotidien et passe les contrats de maintenance et vérifications réglementaires nécessaires au bon fonctionnement du bâtiment.
- Le DEPARTEMENT paiera l'ensemble des factures d'entretien, d'exploitation, de maintenance et de vérifications périodiques du bâtiment et se fera rembourser chaque trimestre ces dépenses par le CCAS au prorata de la clé de répartition de la présente convention.
- Le CCAS s'engage à payer dans les meilleurs délais les titres de recettes émis tous les trimestres par le DEPARTEMENT.
- L'usage du futur bâtiment sera exclusivement affecté au fonctionnement des services sociaux du Département et ceux de la ville de Romans au travers de son CCAS.
- Dans l'hypothèse d'une cession ultérieure du bâtiment, pour quelques motifs qu'il soit, le CCAS récupérera la quote-part de sa participation sur la base d'une valeur estimée du bâtiment par le service des Domaines
- Dans l'hypothèse d'un éventuel transfert de la compétence action sociale, la collectivité perdant sa compétence se verra racheter sa quote-part sur la base d'une valeur estimée du bâtiment par le service des domaines

Par la présente, le CCAS accepte ces principes et s'engage à signer cette convention avant la mise en service des équipements.

Article 8 - COMMUNICATION

Le DEPARTEMENT s'engage à associer le CCAS à toute action de communication concernant la présente opération et à apposer le logo et le montant investi par le CCAS sur tout support de communication.

Article 9- DUREE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE ET DE LA CONVENTION

La maîtrise d'ouvrage, telle que définie par la présente convention, est valable pour l'ensemble de la durée de l'opération, c'est-à-dire de la signature du présent acte et de son caractère exécutoire jusqu'à la remise définitive des ouvrages.

Article 10 – MODIFICATIONS ET RÉSILIATION

La convention pourra être modifiée par avenant approuvé par délibérations concordantes des assemblées délibérantes.

En cas de modification du programme demandé par l'une ou l'autre des parties entraînant des frais supplémentaires, un avenant à la présente convention devra être rédigé. Dans ce cas, il sera décidé conjointement de la répartition des frais au préalable.

A l'issue du paiement de l'ensemble des Décomptes Généraux Définitifs et de tous les frais de l'opération, un nouvel avenant de régularisation pourra être passé sur la base des coûts réels et de la répartition réelle entre le CCAS et le DEPARTEMENT si besoin.

Dans le cas où l'une des parties ne respecterait pas ses obligations, l'autre partie, après mise en demeure restée infructueuse, a droit à la résiliation de la présente convention. Dans le cas de non obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute d'une des parties, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou de l'autre des parties.

La résiliation ne peut prendre effet que trois mois après notification de la décision correspondante par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 11 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Si un différend devait naître de l'interprétation des clauses de la présente convention, les parties s'engagent à s'efforcer de le résoudre par la conciliation, préalablement à toute action en justice. Le tribunal compétent pour juger de tout recours sur cette convention est le Tribunal Administratif de Grenoble.

Article 12 - ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent élire domicile :

⇒ Pour le **DEPARTEMENT**

à l'Hôtel du Département – 26, avenue du Président Herriot – 26026 VALENCE Cedex 9

⇒ Pour **Le CCAS**

En son siège, 44 rue Palestro, 26 100 Romans sur Isère

Fait à Valence, le

Pour le DEPARTEMENT de la Drôme

La Présidente du Conseil départemental,

Marie-Pierre MOUTON

Pour Le CCAS de Romans-sur-Isère

La Vice-Présidente,

Nathalie BROSSE

**CONSTRUCTION D'UN POLE SOCIAL
 SUR LA COMMUNE DE ROMANS-SUR-ISERE**

Convention de co-maîtrise d'ouvrage
 Avec LE CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES
 DE LA COMMUNE DE ROMANS-SUR-ISERE

ANNEXE 1

PLAN DE FINANCEMENT

PROGRAMMATION

(montant avec incertitude de +/- 15%)

	Montant total € HT	DEPARTEMENT € HT	COMMUNE € HT
TRAVAUX HT			
Démolitions	600 000,00	450 000,00	150 000,00
Construction du bâtiment	2 195 000,00	1 646 250,00	548 750,00
Aménagements extérieurs	250 000,00	187 500,00	62 500,00
TOTAL Travaux HT	3 045 000,00	2 283 750,00	761 250,00
		0,75	0,25
AUTRES FRAIS			
Honoraire de Maîtrise d'œuvre et OPC	395 850,00	296 887,50	98 962,50
Contrôle technique, CSPS	50 000,00	37 500,00	12 500,00
Programmation	30 000,00	22 500,00	7 500,00
Frais de concours	120 000,00	90 000,00	30 000,00
Autres études (topo, sols...)	50 000,00	37 500,00	12 500,00
Imprévus 5%	152 250,00	114 187,50	38 062,50
Révision des prix	456 750,00	342 562,50	114 187,50
Total	1 254 850,00	941 137,50	313 712,50
TOTAL TRAVAUX ET AUTRES HT	4 299 850,00	3 224 887,50	1 074 962,50
Achat du terrain	530 000,00	397 500,00	132 500,00
TOTAL	4 829 850,00	3 622 387,50	1 207 462,50
		0,75	0,25

CONSTRUCTION D'UN POLE SOCIAL SUR LA COMMUNE DE ROMANS-SUR-ISERE

Convention de co-maîtrise d'ouvrage
Avec LE CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES
DE LA COMMUNE DE ROMANS-SUR-ISERE

ANNEXE 2

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

	Département Commune		
	Total HT		
2020	800 000	600 000	200 000 terrain + démolition + concours
2021	600 000	450 000	150 000 Etudes
2022	2 000 000	1 500 000	500 000 Travaux
2023	1 000 000	750 000	250 000 fin travaux mi 2023
2024	429 850	322 388	107 463
	4 829 850	3 622 388	1 207 463